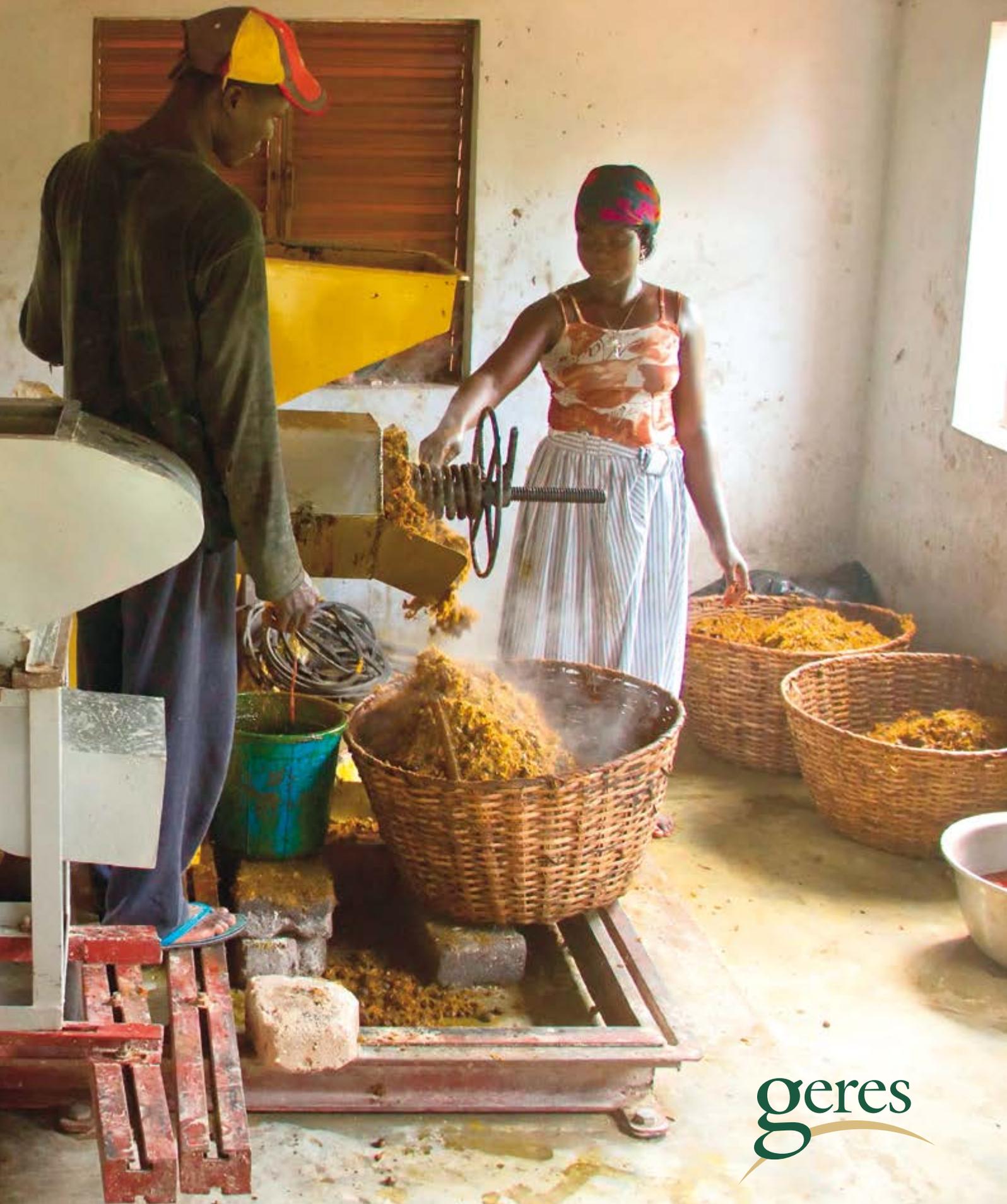
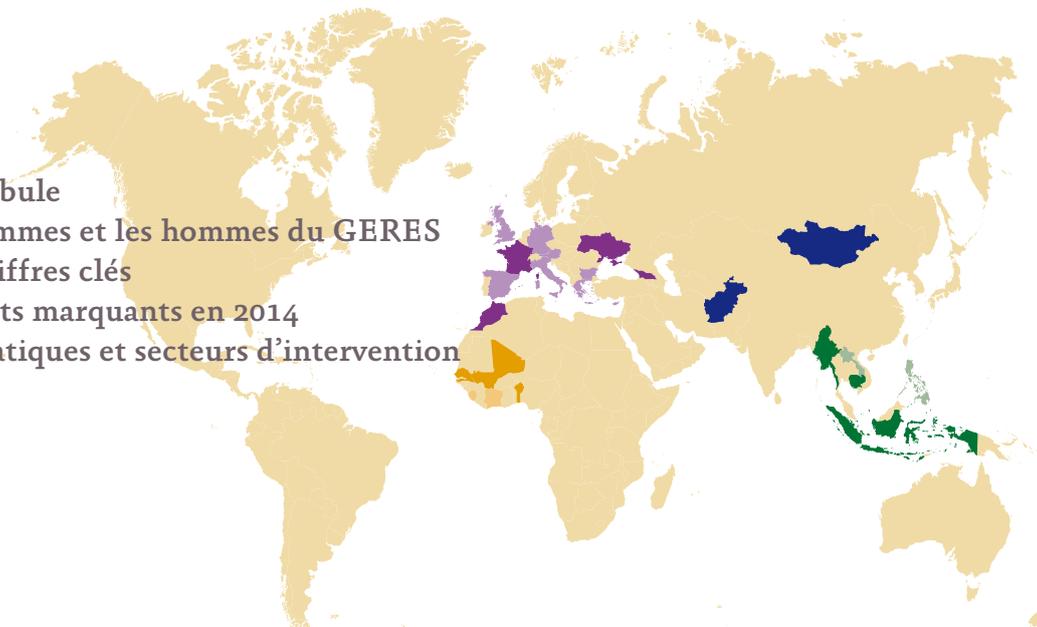


RAPPORT D'ACTIVITÉ 2014

Groupe Énergies Renouvelables, Environnement et Solidarités



SOMMAIRE

- 
- 2 Préambule
 - 3 Les femmes et les hommes du GERES
 - 4 Les chiffres clés
 - 5 Les faits marquants en 2014
 - 6 Thématiques et secteurs d'intervention



9 L'EXPERTISE TRANSVERSALE

Contribuer au développement de solutions durables à l'échelle du territoire



21 AFRIQUE DE L'OUEST

Relever les défis de l'accès à l'énergie pour les zones rurales



13 ASIE CENTRALE

Proposer des solutions bioclimatiques dans l'habitat et l'agriculture



25 EUROPE MÉDITERRANÉE

Accompagner la transition énergétique des territoires



17 ASIE DU SUD-EST

Lutter contre la pauvreté et atténuer le changement climatique par la biomasse

29 RAPPORT FINANCIER

- 33 Les publications du GERES en 2014
- 34 Les réalisations numériques du GERES en 2014
- 35 Index partenaires
- 35 Partenaires financiers
- 36 Partenaires techniques



2014, une année particulière durant laquelle il a fallu concilier nos engagements forts en France et dans les pays en développement avec d'une part, un paysage de l'aide au développement en restructuration et d'autre part, une contrainte forte de rééquilibrage de nos comptes après deux années déficitaires.

Les belles motivations qui animent les bénévoles comme les salariés de l'association sont confrontées aux réalités économiques de notre milieu et le redressement de nos comptes représentait un enjeu pour la pérennité de l'association ; c'est maintenant chose faite mais nous devons maintenir une forte vigilance pour conserver et développer nos capacités d'initiative et d'innovation.

Thierry Cabirol,
Président

Alain Guinebault,
Délégué général

Le paysage de l'aide au développement en France a vu se confirmer « l'arrivée » en force des grandes entreprises revendiquant une place prépondérante dans la mise en œuvre de l'aide aux pays du Sud ; le GERES a depuis longtemps intégré dans ses stratégies d'intervention les entreprises locales (4 101 ont été accompagnées en 2014) dans les pays où nous intervenons. Toutefois les défis posés par ces nouveaux venus sont d'un tout autre ordre ; avec nos 9 partenaires du collectif d'ONG du Groupe Initiatives nous avons fait le choix de la recherche exigeante de complémentarités d'interventions.

2014 c'est aussi pour le GERES l'ouverture d'une nouvelle mission au Myanmar pour la diffusion d'équipements performants de cuisson ; le lancement, au sein de Coordination Sud, de la plateforme sur les interactions entre les changements climatiques et le développement ; la concrétisation d'un pôle dédié à l'expertise au service des projets de l'association mais aussi comme prestataire et bien entendu la poursuite de nos actions au service de l'amélioration des conditions de vie des populations avec la mise en œuvre de 58 projets.

2015 annonce pour le GERES des évolutions importantes notamment avec l'arrivée d'un nouveau délégué général et la création d'un poste d'adjoint. 2015 sera aussi un moment important avec la conférence de Paris sur le climat (COP21), des engagements forts sont attendus mais quels qu'en soient les résultats nous devons prendre part avec nos partenaires techniques et financiers à la construction des solutions pour un monde plus juste, pour le plus grand nombre.

Le CA et le bureau

Le Conseil d'administration du GERES est composé de membres bénévoles élus en Assemblée Générale.

Composition du Conseil d'administration au 31 décembre 2014 :

Le bureau

Président : Thierry CABIROL
Vice-président : Frédéric BOEUF
Trésorier : Sophie IBOS
Secrétaire : Éric BUCHET

Autres membres

Jean-Paul PRUVOST — Kader BEKKAR — Jean-Claude CHASSAGNOUX
 Michel DEGRAND GUILLAUD — Swan FAUVEAUD — Dominique FICHBEN (M^{me})
 Michel HAMELIN — Vincent PRIORI — Régine TEULADE-NESS
 Bernadette VERRON — Noémie ZAMBEAUX

Délégation unique du personnel :

Collège « Salariés France » :
 • Titulaires : Oriane ASSALI et Marie-Maud GÉRARD
 • Suppléantes : Sophie GASQUET et Auria POIRIER
Collège « Expatriés » :
 • Titulaire : Anne CALVEL (Mali)
 • Suppléant : Julien JACQUOT (Cambodge)

Les effectifs du GERES

Au 31 décembre 2014, le GERES compte 237 collaborateurs et collaboratrices directs, dont 82 femmes et 155 hommes.

39 personnes travaillent en France. L'effectif se répartit comme suit :

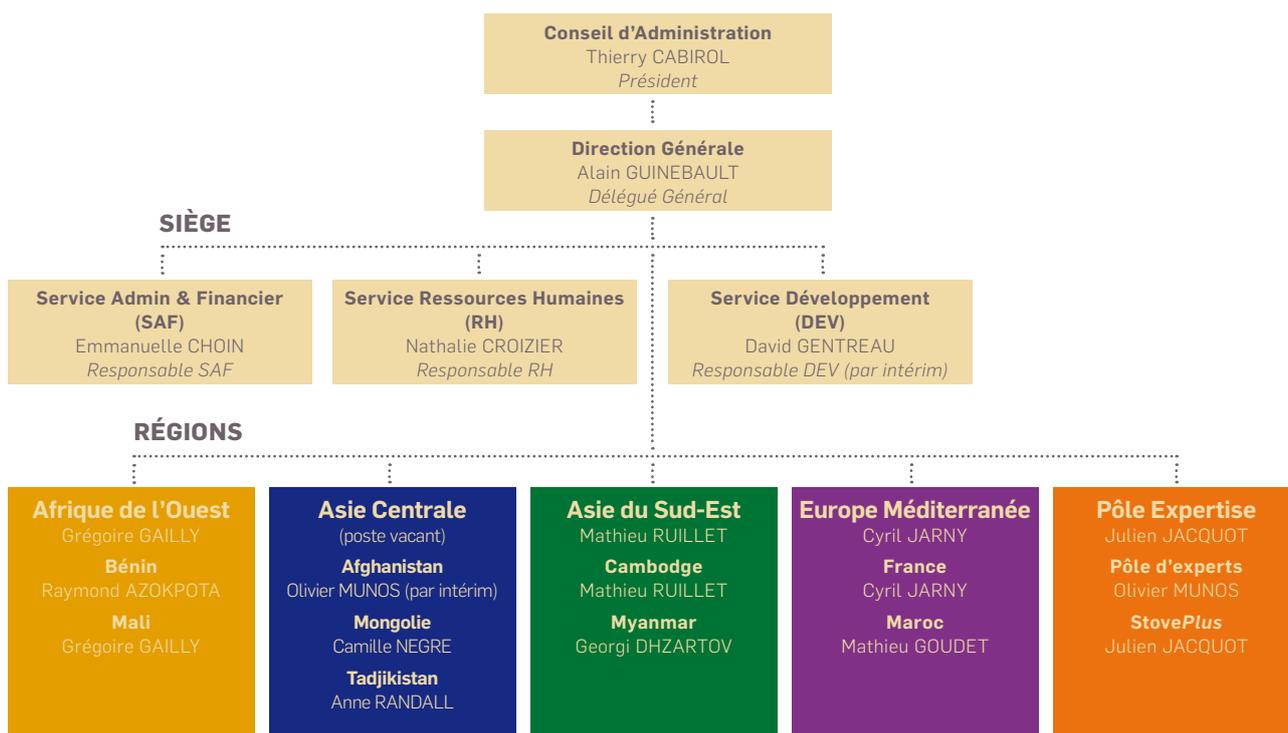
- 22 salariés et 1 stagiaire pour GERES Siège
- 9 salariés pour GERES France
- 7 salariés pour GERES Expertise

198 personnes travaillent à l'étranger. L'effectif se répartit comme suit :

- 160 sous contrat local
- 29 sous contrat expatrié
- 4 sous contrat de Volontariat de Solidarité Internationale (VSI)
- 4 sous convention de stage
- 1 sous contrat de consultance

GERES Monde

Organigramme fonctionnel 31 décembre 2014



LES CHIFFRES CLÉS

4 101
entrepreneurs ou entreprises
soutenus ou accompagnés

10 représentations
permanentes

696 769
familles ou porteurs de projets
directement bénéficiaires*

58
partenaires financiers

167
partenaires techniques

237
collaborateurs

58
projets menés dans 19 pays

3 195 931
bénéficiaires indirects

Intervention	Directe	Indirecte
EUROPE-MÉDITERRANÉE	●	●
ASIE DU SUD-EST	●	●
ASIE CENTRALE	●	●
AFRIQUE DE L'OUEST	●	●

***Entrepreneurs** : entreprises unipersonnelles, organisations ayant une activité économique ou entreprises ayant directement bénéficié d'appuis techniques, financiers ou organisationnels pour le développement de leurs activités.

***Bénéficiaires directs** : personnes ou entités (chef de famille, institution, collectivités, porteurs de projets, etc.) ayant directement et individuellement bénéficié d'une action mise en œuvre par le GERES.

***Bénéficiaires indirects** : membres de la famille des bénéficiaires directs pour lesquels l'action mise en œuvre par le GERES impacte effectivement l'ensemble du ménage.



■ 23 janvier 2014
INAUGURATION ALTERRE MALI

L'équipe d'ALTERRE Mali, en présence du ministère malien de l'Énergie, a inauguré 2 unités de production d'huile de jatropha en filière paysanne dans les communes de Yorosso et Koury, situées dans le sud-est du Mali.



■ Avril 2014
LANCEMENT DU PROJET HAMMAMS DURABLES AU MAROC

Dans un contexte de raréfaction des ressources et d'augmentation de leur prix, la modernisation énergétique des hammams et la gestion durable des filières d'approvisionnement sont une nécessité environnementale et économique.



■ 19 mai 2014
LE PREMIER POINT INFO ÉNERGIE DU ROYAUME DU MAROC OUVRE SES PORTES À CHEFCHAOUEN

■ 28 mai 2014
DEUX PROJETS REÇOIVENT LES PRIX ENERGY GLOBE ET ASHDEN AWARD

- Projet de diffusion de fours améliorés au Maroc
- L'entreprise sociale cambodgienne SGFE (Sustainable Green Fuel Enterprise), incubée par le GERES.



■ 15 octobre 2014
INAUGURATION DU PROGRAMME CENTRAL HIGHLANDS

qui se déploie au centre du pays dans la province de Bamyar pour une durée de 3 ans.

LES FAITS MARQUANTS EN 2014

■ 12 septembre 2014
LANCEMENT DU GERES AU MYANMAR AVEC LE PROJET SCALE

Gouvernement, partenaires du projet et acteurs du secteur privé se sont retrouvés pour échanger sur le marché du cuiseur économe au Myanmar, l'occasion de lancer officiellement le projet.

■ 7 octobre 2014
LE GERES ORGANISE LA FÊTE DE LA SOLIDARITÉ CLIMATIQUE

en investissant le parc Longchamp à Marseille pour sensibiliser les habitants à l'agriculture durable et aux changements climatiques à travers de nombreuses animations festives.



■ 28 octobre 2014
LE GERES OBTIENT LE LABEL IDEAS

après un accompagnement sur sa gouvernance, sa gestion financière et le suivi de son efficacité. Ce label atteste de son bon niveau de conformité aux exigences du guide de bonnes pratiques IDEAS, à l'égard du suivi de l'impact des dons qu'il reçoit.

■ 26 novembre 2014
PARTICIPATION AU SOMMET DE LIMA,

l'occasion de déclencher la dynamique vertueuse qui permettra de réussir la prochaine étape, la plus importante, celle de la conférence de Paris Climat 2015.

Énergie, climat, développement : 38 ans d'expertise au service des populations

Pour accompagner le développement humain en adéquation avec la préservation de l'environnement, les actions du GERES sont organisées autour de 5 thématiques stratégiques : efficacité et sobriété énergétique, production d'énergie propre, politique locale et territoires, développement économique, lutte contre les changements climatiques. Au-delà de ces grandes thématiques d'intervention, l'énergie sous toutes ses formes de production ou d'approvisionnement a un impact considérable sur les hommes et la planète. Elle fait l'objet de consensus ou de discordes au regard de nombreuses problématiques. De son côté, le GERES a toujours privilégié les modes d'intervention simples, mais innovants, en prise directe avec les capacités et les besoins des populations et des autorités locales.

HABITAT ET ISOLEMENT DES POPULATIONS VULNÉRABLES

En France, quatre millions de foyers, soit environ huit millions de personnes, consacrent plus de 10% de leurs revenus à leurs dépenses en énergie au sein de leur logement.

Selon l'Observatoire national de la précarité énergétique (ONPE), un habitant sur cinq est considéré en précarité énergétique. Cet observatoire dénonce en effet les difficultés à se chauffer et s'éclairer pour 11,5 millions de personnes soit 20% de la population française. L'augmentation progressive du prix de l'énergie et l'appauvrissement des ménages renforcent cette fracture sociale et l'isolement des populations vulnérables.

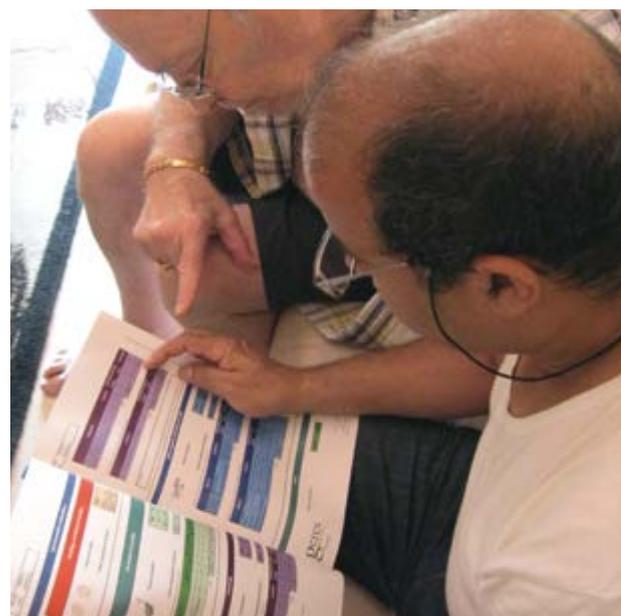
Ce constat en France et plus largement en Europe, est encore plus dramatique dans d'autres régions du Monde comme l'Asie centrale. En Afghanistan, 48% des familles déclarent rencontrer des difficultés à se procurer de quoi se chauffer ou cuisiner. 20% de leurs dépenses annuelles sont consacrées à l'approvisionnement en énergie. Ainsi pour le GERES, il est essentiel de lutter contre ce fléau en promouvant l'isolation de l'habitat et l'efficacité énergétique des équipements.

L'association conseille, forme et accompagne les ménages, artisans et autorités locales sur des techniques d'isolation performantes et sur l'acquisition d'éco-gestes.

Le GERES toujours en partenariat avec les acteurs locaux, a su développer des filières locales de production d'équipements de chauffage et de cuisson plus performants. Elle diffuse ainsi des technologies qui ont fait leurs preuves et a permis par exemple à plus de 2 900 logements de la ville de Kaboul d'être dotés d'une isolation performante (construction d'une véranda solaire et isolation des logements). Ces actions ont pour impact d'at-

teindre jusqu'à 50 % d'économie d'énergie pour une isolation complète de l'habitation.

En Europe, outre l'accompagnement des artisans et des particuliers dans des techniques d'isolation plus performantes, le GERES s'appuie sur les acteurs locaux dans l'accompagnement des ménages sur les habitudes de consommation énergétique et sur les petits travaux d'isolation possibles pour améliorer le quotidien. ■



Le GERES a effectué 400 visites à domicile en France afin d'accompagner les ménages en précarité énergétique.



En Mongolie, les enfants sont sensibilisés à la culture maraîchère.

AGRICULTURE DURABLE ET BIOMASSE

Les actions menées par le GERES dans le domaine de l'énergie dans l'agriculture répondent à certains des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

On estime qu'au niveau mondial 842 millions de personnes souffrent de malnutrition et que plus de 99 millions d'enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition et d'insuffisance pondérale*.

À son niveau, le GERES lutte contre ce constat dramatique en développant une serre solaire passive permettant la production maraîchère sur les hauts plateaux de l'Asie centrale. Malgré un climat rude dans cette zone du monde, un ensoleillement important permet de cultiver des légumes même en hiver. Ainsi, grâce à une diversification de la production de légumes : de 5 à 15 légumes cultivables, la population est mieux sensibilisée à la nutrition et contribue ainsi à la sécurité alimentaire.

En Afrique, depuis une dizaine d'années, le GERES a soutenu le développement de toute une chaîne de valeur liée à la production paysanne de la graine de jatropha, en parallèle des cultures vivrières : de la semence à la commercialisation de produits dérivés tels que, le savon favorisant l'émancipation des

femmes. En outre, la production d'huile de jatropha favorise la réduction des gaz à effet de serre en adaptant différentes machines agricoles fonctionnant à l'huile de jatropha en substitution aux énergies fossiles. Le GERES s'attache à promouvoir une agriculture plus verte, plus respectueuse de l'environnement préservant également les ressources naturelles.

L'association s'évertue à promouvoir une meilleure gestion de la biomasse dans les pays où elle intervient en Asie et en Afrique.

À l'échelle mondiale, 2,5 milliards de personnes utilisent principalement la biomasse comme combustible (agriculture, alimentation, chauffage) ce qui se traduit par une pression sur les ressources. L'implication du GERES dans le développement d'une filière de production de charbon de bois durable au Cambodge a permis par exemple à 7 communautés forestières dans 4 provinces du Cambodge de développer les pratiques de gestion raisonnée des forêts et une amélioration des opérations de maintenance des fours de charbon. Ce charbon de bois durable permet une économie de bois de 40 % grâce à son processus de carbonisation plus efficace. ■

*Source : Site internet des Nations Unies sur les Objectifs du Millénaire



Au Mali, le GERES accompagne les producteurs de Jatropha dans la création de micro-entreprises.

ENTREPRENEURIAT : APPRENDRE, ACCOMPAGNER, TRANSMETTRE

Selon l'Agence Internationale de l'Énergie, 2,7 milliards de personnes dans les pays en développement utilisent encore des équipements de cuisson traditionnels, très nocifs pour les utilisateurs à cause des émanations de monoxyde de carbone et de particules, et très consommateurs en bois.

L'entrepreneuriat dans les énergies renouvelables est capital pour développer des possibilités économiques et durables pour les populations locales. C'est ainsi que le GERES depuis près de 15 ans intervient au Cambodge afin de développer une filière-bois énergie, favorisant la création de micro-entreprises dans la production de charbon de bois durable et la fabrication de cuiseurs améliorés. L'association ICoProDAC regroupant ces entrepreneurs a été créée et propose des formations d'entrepreneuriat, de développement organisationnel et un modèle économique comprenant un ensemble de recommandations mises en avant par le GERES.

Le GERES fort de son expérience sur le terrain a su collaborer avec les populations locales afin de les accompagner et de leur transmettre les technologies améliorées favorisant le développement économique des populations. En Asie centrale, les vérandas solaires ont permis de générer 118 000 euros de revenu pour les 59 micro-entreprises formées à Kaboul.

Par ailleurs, l'Afrique connaît aujourd'hui un exode vers les villes provoqué en partie par une faible électrification des

zones rurales : seuls 25% des habitants ont accès à l'électricité sur 1 milliard d'habitants. Avec une demande d'électricité en pleine croissance en Afrique de l'Ouest, l'énergie est au cœur du développement et les énergies renouvelables sont une opportunité pour répondre aux besoins locaux. Ainsi le GERES et ses partenaires pensent, testent et mettent en œuvre des solutions améliorant l'accès à l'énergie productive en milieu rural. Ces interventions associent le secteur privé, avec l'hypothèse que les entrepreneurs sont les plus à même de pérenniser les solutions déployées, notamment à grande échelle. Avec le projet de Zone d'Activités Électrifiée dans la localité de Konséguéla (Sud Mali), le GERES teste des solutions hybrides innovantes et dédiées aux artisans locaux avec l'accès à l'électricité pour 10 à 15 Très Petites Entreprises.

Le renforcement des filières locales est donc un enjeu primordial pour le GERES comme dans le secteur de la transformation agroalimentaire. Au centre du Bénin, pousse une variété particulière d'arachides qui, transformée en huile, est prisée pour son parfum unique. L'association intervient en appui à 3 coopératives regroupant des femmes de la région, à la fois techniquement pour améliorer les procédés de clarification, mais aussi sur l'aspect commercial, grâce à son soutien à des actions de promotion et de marketing du produit. Le GERES permet ainsi à des milliers d'entrepreneurs et d'artisans de créer une activité économique et de développer des emplois locaux. ■

LE GERES ACTEUR DE LA COP21

En décembre 2015, la France accueille la 21^e Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, la COP21. Un évènement historique qui doit répondre à un double enjeu : réduire les émissions de gaz à effet de serre de l'ensemble des pays de la

planète et soutenir le développement bas carbone des pays émergents et les moins avancés. Depuis 2008, le GERES porte le principe de Solidarité climatique. Il implique que chaque action en faveur de la transition énergétique au « Nord » ait un équivalent au

« Sud » via le soutien à des projets de solidarité sobres en carbone. Tout au long de l'année 2015 et jusqu'au grand rendez-vous de Paris, le GERES défendra cette vision de la solidarité à plusieurs niveaux de mobilisation : société civile, médias et institutions. ■

L'EXPERTISE TRANSVERSALE

**Contribuer
au développement
de solutions durables
à l'échelle des territoires**



GERES expertise (GEX), est composée de conseillers techniques du GERES forts de plusieurs années d'expérience dans les pays en développement. Ils interviennent sur les différentes étapes du cycle de projet en fonction de leurs spécialités pour les renforcer et les améliorer.

L'équipe maîtrise de nombreuses thématiques liées à l'énergie telles que l'électrification en zone rurale, les énergies de cuisson, l'efficacité énergétique en zones de montagne ou continentale, le développement rural, l'approche territoriale alliée au développement et au climat, etc.

Grâce à la longue expérience du GERES sur le terrain, que ce soit en Afrique, en Asie ou encore en Europe, GEX a été créée afin d'apporter une offre de services adaptée aux besoins identifiés dans les projets implantés localement.

Plus que des consultants, les conseillers techniques ont une vision à la fois globale et détaillée des projets pour proposer des solutions réalistes en adéquation avec les différents contextes d'intervention.



Participation du GERES aux tables rondes de la COP20 de Lima en novembre 2014.

Agir contre les changements climatiques



**TOUS ENSEMBLE
POUR LE CLIMAT**

cop21.gouv.fr #COP21

En 2014, 12 projets au Mali, au Niger, au Cambodge, au Tadjikistan, au Sénégal, en France et en Afghanistan ont bénéficié de notre intervention sur le climat : via des études pour identifier les vulnérabilités de régions comme le Ferlo, au Sénégal, et étudier leurs capacités d'adaptation aux changements climatiques ; des audits pour calculer, analyser, sensibiliser et conseiller différents décideurs sur l'impact de projets ou technologies comme en Afghanistan sur l'habitat solaire passif pour mesurer leur efficacité énergétique ainsi que leur potentiel d'atténuation des changements climatiques, avec des résultats très concluants.

Parallèlement, 15 ONG françaises, dont le GERES en tant que tête de file,

se sont réunies au sein de la « Commission Climat et Développement » (CCD) de Coordination SUD en 2013.

Leur rôle est de suivre les négociations internationales et de sensibiliser les preneurs de décision qui ont un rôle à jouer sur les politiques liées au changement climatique à travers le monde. C'est dans ce cadre que le GERES a pris part à la COP20 en 2014 et participera à la COP21 en 2015. ■

► INDICATEURS ET IMPACTS

- **520 personnes** sensibilisées par les événements organisés par la CCD
- **13 événements** organisés par la CCD
- **6 participations** à des événements internationaux
- **1 maison solaire passive** évite l'émission de 0,54 TéquCO₂/an (Afghanistan)



«Les actions et études menées par le GERES en partenariat avec les entrepreneurs ruraux, communautés et décideurs politiques visent à développer la capacité des pays d'intervention du GERES à développer des projets et politiques climatiques efficaces et durables.»

Yann François, Conseiller technique climat et développement, GERES



Producteur de cuiseurs améliorés au Cambodge.

Stoveplus : penser des solutions innovantes pour une cuisson plus propre et efficace

Aujourd'hui, 2,5 milliards de personnes dans le monde cuisinent et chauffent leur logement avec des combustibles issus de la biomasse (bois, charbon, résidus agricoles, fumier...). Son faible prix, voire sa gratuité, et l'accès souvent difficile à une énergie plus propre (l'électricité par exemple) sont les deux raisons principales de son utilisation.

StovePlus a été développé pour renforcer et améliorer les projets de solutions de cuisson. En apportant son soutien technique aux porteurs de projet de cuiseurs améliorés sur l'ensemble du cycle du projet, StovePlus aide à réduire les risques pour la santé des utilisateurs, les émissions de gaz à effet de serre et la dégradation des forêts dans certaines régions du monde.

En partenariat avec des instances gouvernementales, institutionnelles et locales, notre équipe intervient à plusieurs niveaux pour faire avancer le secteur des cuiseurs domestiques en Indonésie, au Myanmar, au Laos, au Mali, en Côte d'Ivoire, etc. ■



« Grâce au projet SCALE, nous pourrions développer et diffuser des cuiseurs améliorés certifiés et normalisés au Myanmar, ce qui est l'un des besoins principaux dans ce secteur. »

Zaw Zaw Han, Directeur Ever Green Group, partenaire du GERES au Myanmar

► INDICATEURS ET IMPACTS

- **24 services** fournis dans **6 pays** en Afrique et en Asie
- **36 partenaires**, dont **25 nationaux**
- **12 ateliers** et **séminaires** de formation sur les tests et projets organisés
- **10 rapports** et **études** publiés relatifs aux cuiseurs améliorés

CO₂Solidaire : 10 ans au service d'une compensation solidaire et citoyenne

En octobre 2004, GERES lançait le premier programme francophone de compensation carbone. L'idée était de défendre une vision éthique de ce moyen novateur de cofinancer ses projets de solidarité. Depuis, de nombreux opérateurs français se sont engagés sur un marché bousculé par la crise économique et les critiques justifiées pointant les côtés obscurs de la compensation.

Au fil des années, CO₂Solidaire est devenu un acteur incontournable du paysage français en se positionnant comme un expert de l'ensemble de la



chaîne de production de la finance carbone. Le programme s'est attaché à prioriser la réduction des émissions de gaz à effet de serre de ses partenaires. Il a toujours pris le temps d'expliquer les mécanismes complexes de la compensation et de jouer la transparence avec des entreprises sélectionnées avec soin. Ces précautions lui valent d'être considéré aujourd'hui comme la référence éthique de la compensation en France. Une compensation qui, au-delà d'offrir une impunité climatique, doit inviter à une Solidarité climatique plus que jamais essentielle. ■

FOCUS



Le GERES aux côtés de François Hollande président le Sommet en novembre 2014.

Le Sommet de l'Élysée pour la Paix et la Sécurité en Afrique a soutenu le projet CEnAO au Mali en compensant le déplacement des 53 délégations des pays africains qui a généré l'émission de 1 038 TéquCO₂. Cet événement s'est tenu à Paris les 6 et 7 décembre 2013. Les travaux de ce Sommet ont porté sur la sécurité, le partenariat économique, le développement et les changements climatiques sur le continent africain. Cette démarche est l'aboutissement des différentes phases de l'organisation du Sommet qui se sont effectuées dans le respect d'une politique stricte d'éco-responsabilité.

▶ INDICATEURS ET IMPACTS

- Nombre de tonnes compensées en 10 ans : **86 276 TéquCO₂** (= 1 754 781 €)
- Le montant des dons des particuliers en 10 ans : **404 369 €**
- **Plus de 10 000 connexions** au calculateur en 10 ans.
- **Plus de 200 partenaires** nous soutiennent depuis 2004.



Pour compenser vos émissions résiduelles de CO₂ en soutenant un projet de développement éthique et solidaire, rendez-vous sur : www.CO2solidaire.org

ASIE CENTRALE

Proposer des solutions bioclimatiques dans l'habitat et l'agriculture



Dans les régions montagneuses et hauts plateaux de l'Asie Centrale, les conditions climatiques sont particulièrement rigoureuses et les écosystèmes vulnérables. Le modèle énergétique demeure principalement basé sur la biomasse, avec des besoins particulièrement élevés pour se chauffer en hiver.

En zone urbaine d'Afghanistan, les dépenses en énergie représentent par exemple 25% du budget des ménages. Cette précarité énergétique rend les familles vulnérables avec de nombreuses conséquences négatives sur la santé des individus. Au niveau agricole, la saison productive est très limitée, 4 mois en Mongolie, et fortement dépendante de l'accès aux ressources naturelles : eau, terre arable, pâturage. La végétation éparsse est décimée par la déforestation.

Pourtant, cette région bénéficie d'un ensoleillement important jusqu'à 300 jours de soleil par an. Le GERES valorise cette source d'énergie naturelle, abondante et gratuite pour améliorer les conditions de vie de ces populations en développant l'habitat solaire passif et la culture de légumes sous serres solaires passives.



Productrice accompagnée par le GERES, rencontrée dans le cadre de l'émission du 3 février 2015 « On n'a pas fait le tour » sur France 4.

Rendre accessible, durable et ancrer localement la production maraîchère

Depuis 2011, en Mongolie et au Tadjikistan, le GERES accompagne et forme 196 petits producteurs pour augmenter et commercialiser leurs productions agricoles grâce à des outils innovants : serres solaires passives et celliers bioclimatiques.

En 2014, le GERES s'est surtout attaché à aider les producteurs à utiliser les nouveaux outils agricoles de manière optimale : la revue des calendriers de culture, les techniques pour augmenter les rendements et l'extension de la période de production. Les producteurs ont aussi été accompagnés pour la vente de leurs légumes localement : en Mongolie, 72 % de la récolte est vendue ou échangée à des clients réguliers et les légumes sont très appréciés. Dans les régions montagneuses du Tadjikistan, 60 % de la production reste réservée à la consommation de la famille ou donnée en cadeau. Par ailleurs, pour faire découvrir de nouveaux légumes jusque-là inconnus et sensibiliser à la nutrition, le GERES a organisé des cours de cuisine

avec les cuisinières d'écoles, d'hôpitaux et de restaurants faisant découvrir et déguster de nouvelles recettes. ■

► INDICATEURS ET IMPACTS

- Diversification de la production de légumes : de **5 à 15 légumes cultivables**
- Augmentation de **17 % du revenu** des fermiers mongols suivis par le GERES
- **17 600 personnes** bénéficient d'un accès aux légumes frais produits localement.
- **850 enfants** sensibilisés à la nutrition
- **120 personnes** ont bénéficié de cours de cuisine



« En commençant la production de légumes frais dans la serre solaire passive, nous avons découvert des légumes tels que les épinards, le potiron ou le chou-fleur et nous avons appris à les cuisiner. Maintenant, j'ai de nouvelles recettes pour mon petit restaurant et cela fait la différence : les clients adorent mes roulés de salades aux légumes. »

Nara, restauratrice, district de Tariat, Mongolie



Grâce aux solutions bioclimatiques, la température intérieure peut augmenter d'environ 5 à 10°C.

Des maisons bioclimatiques en Asie Centrale

Le GERES travaille sur l'efficacité énergétique pour améliorer durablement l'habitat privé à la fois dans les zones rurales des régions de Sughd au Tadjikistan et de Bamyan en Afghanistan, et dans les zones urbaines, à Kaboul principalement.

Les solutions bioclimatiques diffusées combinent différentes techniques d'architecture solaire (vérandas solaires passives, gain direct, etc.), des techniques d'isolation et des foyers de chauffage/cuisson améliorés. Afin d'assurer la diffusion et l'adoption de ces solutions à plus grande échelle, le GERES soutient la structuration de filières locales de production et d'approvisionnement et accompagne l'essor de la demande.

Depuis 2012, plus de 142 artisans individuels et petites/moyennes entreprises ont ainsi été formés à ces techniques en Afghanistan et au Tadjikistan. L'accompagnement passe aussi par la certification et le contrôle qualité systématique des constructions pour assurer la satisfaction des clients et pérenniser la diffusion. ■



«Avec mon nouveau foyer, j'ai réduit jusqu'à 50 % ma consommation de bois. Il me permet également de cuisiner deux fois plus vite et sans fumée, ce qui rend mon quotidien plus confortable. J'encourage tous mes voisins et ma famille à construire un équipement de chauffage et cuisson amélioré».

Khudoiberdieva Latofat, habitante
bénéficiaire d'Asht au Tadjikistan

INDICATEURS ET IMPACTS

- En 2 ans à Kaboul, **2 917 vérandas** solaires passives et techniques d'isolation ont été diffusées
- **118 000 euros** de revenu généré pour les **59 micro-entreprises** formées à Kaboul
- Jusqu'à **50 % d'économie** d'énergie pour une isolation complète de l'habitation
- **235 919 personnes** ont été informées sur des solutions d'efficacité énergétique performantes pour l'habitat
- Création d'une association de **31 artisans** soutenant la structuration de la filière de production et de diffusion des techniques d'efficacité énergétique



Agricultrice accompagnée par le GERES pour l'acquisition de bonnes pratiques liées à l'efficacité énergétique.

Agir face aux changements climatiques

Le GERES participe à la conservation des ressources naturelles et à la lutte inhérente au changement climatique par la promotion de « bonnes pratiques » liées à l'efficacité énergétique dans l'habitat et à la gestion des sols et des ressources en eau en l'agriculture.

Une étude de vulnérabilité et résilience au changement climatique a été réalisée dans la vallée d'Iskanderkul au Tadjikistan, évaluant les capacités d'adaptation au changement climatique de la population d'un bassin versant. La principale conclusion est que le changement climatique impacte directement le filet de sécurité que représentent les pratiques de jar-

dinage et de petit élevage qui permettent d'amortir les imprévus de la migration en Russie. Des ateliers d'information auprès de 45 structures locales ainsi qu'un séminaire national rassemblant autorités locales et gouvernementales ont été organisés sur le changement climatique et les moyens d'action locale.

En Afghanistan, le GERES a formé et sensibilisé des institutions et acteurs de la société civile sur les thématiques de l'efficacité énergétique et de ses conséquences sur la pollution de l'air, l'environnement et le changement climatique, dans le but de mieux prendre en compte la dimension énergétique dans les programmes nationaux. ■

▶ INDICATEURS ET IMPACTS

- **45 structures locales** (autorités locales, ONG, comités Mahalla) sensibilisées aux changements climatiques au Tadjikistan
- **1 manuel de « bonnes pratiques »** de gestion de l'eau et des sols publié et distribué au Tadjikistan, basé sur les résultats d'expérimentations sur le terrain
- **5 906 ménages ruraux** informés sur les techniques de compostage
- **400 agriculteurs** adoptant le compostage au Tadjikistan
- Réduction de **1800 tonnes d'émissions de carbone** à Kaboul au cours de l'année 2014, grâce à l'efficacité énergétique améliorée de l'habitat.

ASIE DU SUD-EST

Lutter contre la pauvreté et atténuer le changement climatique par la biomasse

L'Asie du Sud-Est compte 600 millions d'habitants dont plus de la moitié vit dans les zones rurales et dépendent pour subsister de l'agriculture et des forêts. Subissant un développement et une croissance rapide

de la population, la demande en énergie de la région a augmenté de manière significative : la part des énergies renouvelables dans le mix primaire s'élève à 24 % (près de deux fois la moyenne mondiale), reflétant la forte dépendance à la biomasse traditionnelle utilisée pour la cuisson par près de la moitié de la population de la région. Accueillant environ 15 % des forêts tropicales du monde, l'Asie du Sud-Est a également connu un des taux les plus élevés de déforestation dans les tropiques avec une perte annuelle nette de superficie forestière de 1 million d'hectares entre 2005 et 2010, ce qui a pesé sur la biodiversité mondiale, l'équilibre carbone ainsi que les conditions de vie des populations tributaires des forêts de la région.

Pour aider les collectivités à utiliser durablement leurs ressources en biomasse afin qu'elles puissent contribuer à leur développement socio-économique et à la lutte contre les effets du changement climatique, le GERES continue de promouvoir la production durable et les modes de consommation de combustibles ligneux en intégrant activement le secteur privé.





Charbon de bois durable issu d'un centre de production où le processus de carbonisation plus efficace permet une économie de bois de 40 %.

Pratiques durables pour la filière bois-énergie

En travaillant avec les producteurs traditionnels de matériels de cuisson et les communautés des forêts du Cambodge, le GERES a aidé à développer de nouveaux revenus pour les communautés rurales de 20 villages désireuses de s'investir dans des activités du secteur des cuiseurs domestiques (récolte de bois durable, production de charbon de bois durable, production de cuiseurs améliorés). Encouragé par les dynamiques socio-économiques, le projet de gestion forestière durable, achevé en 2014, a piloté un modèle de gestion des ressources naturelles et un modèle économique destiné aux communautés rurales.

Au Myanmar, le GERES a lancé le projet SCALE (**S**trengthening improved **C**ookstove Access towards a better **Q**uality of Life and Environment) qui vise à dupliquer et appliquer les leçons tirées de l'expérience du GERES d'une décennie au Cambodge en termes de promotion de la production de bois de feu et des pratiques de consommation durables. Sur cinq ans, le projet vise à établir des mécanismes qui faciliteront l'accès durable à des cuiseurs plus propres et plus économes auprès de la population du Myanmar. ■



«Nous avons simplement l'habitude d'aller dans la forêt couper le bois et fabriquer du charbon de bois dans nos jardins. Beaucoup de bois était gaspillé pendant la transformation. Maintenant, nous récoltons de manière appropriée et nous y gagnons tous !»

Hornng Saroeun, 51 ans, Récoltante de bois à Prey Tralach-Communauté de la forêt de Battambang, Cambodge

► INDICATEURS ET IMPACTS

- Diffusion de plus de **3,6 millions de cuiseurs améliorés** à fin décembre 2014
- **7 communautés** de forêts dans **4 provinces** du Cambodge formées sur la bonne gestion des forêts et sur l'amélioration des opérations de maintenance des fours de charbon
- **17 centres** de fours de charbon améliorés et **8 parcelles** de forêt établies
- **65 tonnes** de charbon de bois durable produites et vendues depuis 11 ans



Engager et renforcer les capacités du secteur privé



Réunion du comité exécutif de l'association ICoProDAC regroupant 316 membres producteurs et distributeurs de cuiseurs domestiques améliorés.

En décembre 2014, le GERES célébrait les 10 ans de l'ICoProDAC (Improved Cookstove Producers and Distributors Association of Cambodia) qui regroupe 316 membres. Ensemble, ils ont effectué une série d'actions visant à contribuer au renforcement de la capacité d'ICoProDAC à devenir une association industrielle indépendante, solide et pertinente. Capable de protéger les intérêts de ses membres, l'association se doit également de faire respecter les normes de qualité du New Lao Stove et du Neang Kongrey Stove, et de coopérer avec les institutions publiques et privées au bénéfice de ses membres et du secteur des cuiseurs améliorés dans son ensemble. À cette fin, plus de 100 micro-entrepreneurs ont bénéficié de formations d'entrepreneuriat, de développement organisationnel, et ont suivi un modèle économique comprenant un ensemble de recommandations mises en avant par le GERES. ■

Cherchant à commercialiser le «**Khmer rocket stove**» (KhRoS : un cuiseur haut de gamme développé par le GERES en 2013), sur le marché urbain cambodgien, le GERES a développé un plan de commercialisation. Il intègre un plan de production et de distribution ainsi que les projections financières à destination des entrepreneurs désireux de commercialiser le produit.



En 2014, le premier lot de cuiseurs KhRoS a été produit.

FOCUS



À la remise de son prix de la « déforestation évitée », l'entrepreneur a exprimé sa grande fierté aux côtés de deux de ses salariés.

ASHDEN AWARD : LE SUCCÈS DE L'INCUBATION D'ENTREPRISE

L'entreprise sociale cambodgienne SGFE (Sustainable Green Fuel Enterprise), incubée par le GERES, productrice de briquettes de charbon à partir de déchets recyclés, s'est vue récompensée par le prestigieux prix Ashden Award. Une marque de reconnaissance pour ce projet novateur lancé en 2008 par les ONG françaises GERES et PSE (Pour un Sourire d'Enfant).

Aujourd'hui, SGFE est le 1er producteur et distributeur de combustible durable au Cambodge. Avec une production mensuelle moyenne de 40 tonnes de briquettes, il fournit un réseau de plus de 100 magasins et restaurants. La capacité de production devrait doubler d'ici à mi-2015, et le chef d'entreprise envisage d'ouvrir une deuxième usine.

INDICATEURS ET IMPACTS

- Augmentation jusqu'à **30 \$ par mois** des revenus des collecteurs de bois et producteurs de charbon de bois durable et **jusqu'à 80 \$ par mois** pour les producteurs de cuiseurs
- **45 potiers** producteurs de matériels de cuisson traditionnels formés sur l'amélioration de la production de cuiseurs, le développement économique et l'opérationnel



Les agriculteurs du district de Samaki Meanchey pratiquent une agriculture plus écologique participant à la réduction des gaz à effet de serre.

Consolidation de l'expertise biomasse

FOCUS



Table ronde réunissant des acteurs du développement à Phnom Penh pour parler finance climat

LE GERES PARTAGE SON EXPÉRIENCE DANS L'ACCÈS AU FONDS CARBONE

En novembre 2014, plus de 50 acteurs du développement (Alliance contre les Changements Climatiques au Cambodge, l'Institut des Ressources de Développement cambodgien, Nexus-Carbone pour le développement et le GERES) se sont réunis à Phnom Penh afin de s'entendre sur des méthodes à mettre en œuvre pour optimiser le soutien mondial au Cambodge face aux changements climatiques. En 10 ans, la diffusion de plus de 2,9 millions de New Lao Stove a permis la réduction d'émission de carbone dans l'atmosphère de 2 millions TéquCO₂. 1,4 million TéquCO₂ ont été vendues avec succès sur le marché carbone volontaire à diverses organisations d'Asie, d'Europe et d'Océanie, prêtes à soutenir des projets liés à l'atténuation des changements climatiques tout en compensant leurs émissions carbone. La vente résultant d'un montant de plus de 11,8 millions de dollars a permis au GERES et à ses partenaires d'étendre le projet de cuisers améliorés dans une stratégie nationale énergétique intégrée de la biomasse.

À travers le Projet de plateforme énergétique rural (février 2011 — janvier 2015), des solutions ont été testées, telles que les technologies économes en carburant et des techniques agro-écologiques.

Elles permettront aux agriculteurs cambodgiens (51 formés) de renforcer leur capacité d'adaptation et d'atténuer les effets du changement climatique.

Afin de mieux appréhender le secteur de la biomasse, qui est la plus grande source d'énergie du Cambodge, le GERES a conduit FLOWOOD, une enquête nationale sur les plus grands utilisateurs de bois-énergie du pays : la cuisson domestique, la production de briques, la transformation du caoutchouc, le fumage du poisson, le raffinage de sel, la glace, le séchage du tabac... La biomasse solide (charbon et bois) constitue 72 % de la demande nationale annuelle en énergie quand la demande totale en bois atteint 4 millions de tonnes. L'étude est ainsi menée afin d'aider les décideurs et les membres du secteur privé à concevoir des stratégies qui répondent aux questions fondamentales de la chaîne de valeur de l'énergie de la biomasse de manière à préserver l'utilisation durable des ressources forestières.

Avec le soutien du Global Forest Watch, le GERES a réalisé une étude sur l'impact du charbon de bois sur la forêt Cardamome au Cambodge. L'évaluation participative de l'impact a mis en exergue la réalité complexe

de la production de charbon de bois au Cambodge. Cela a également permis de développer une méthodologie réutilisable au niveau local sur l'impact du charbon sur les forêts. ■

► INDICATEURS ET IMPACTS

- Avec plus de **3,6 millions** de New Lao Stove entre 2003 et 2014, le GERES a permis la réduction d'émission de carbone dans l'atmosphère de **2,9 millions** de tonnes équivalent CO₂ (TéquCO₂)
- **64 570 km²** de forêt bénéficient d'un plan de gestion pour assurer leur régénérescence
- **1 954 000 tonnes** de bois sauvées

AFRIQUE DE L'OUEST

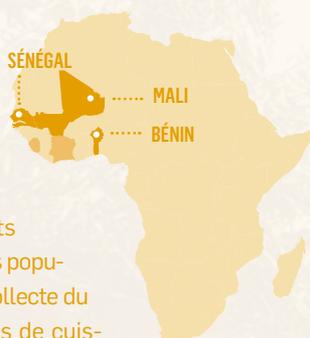
Relever les défis de l'accès à l'énergie pour les zones rurales

En Afrique de l'Ouest, le défi de l'accès universel à l'énergie et à des services modernes est encore

majeur. Outre ses impacts sur les conditions de vie des populations (temps passé à la collecte du bois, exposition aux fumées de cuisson, pénibilité et lenteur du travail à la main...), la précarité énergétique reste un frein notoire au développement économique des territoires ruraux.

Pour permettre aux populations de valoriser leurs ressources locales, d'évoluer vers des emplois moins pénibles et plus rémunérateurs, ou encore de développer de nouveaux services de proximité, les réponses doivent s'envisager de manière décentralisée, s'appuyant sur les potentialités propres à chaque territoire. En combinant de manière efficace plusieurs sources d'énergies, notamment renouvelables, des services rentables et accessibles peuvent être fournis aux populations.

Ainsi le GERES et ses partenaires pensent, testent et mettent en œuvre des solutions améliorant l'accès à l'énergie productive en milieu rural, l'efficacité énergétique des technologies utilisées, et la résilience des populations face aux changements climatiques. Ces interventions associent le secteur privé, avec l'hypothèse que les entrepreneurs sont les plus à même de pérenniser les solutions déployées, notamment à grande échelle.





Femmes du village de Nampena fabriquant du savon à partir des sédiments de Jatropha.

De l'énergie pour produire en milieu rural

FOCUS

INAUGURATION DES UNITÉS DE PRODUCTION AU MALI

Au sein du projet ALTERRE au Mali, le GERES et ses partenaires ont inauguré le 23 janvier 2014 deux unités de production d'huile végétale pure de jatropha à Yorosso et Koury (région de Koutiala) pour pallier la crise énergétique que subissent ces territoires ruraux. Le Chef de cabinet du Ministre de l'Énergie a rappelé que seuls 12 % de la population rurale ont accès à l'électricité. Ainsi, la mise en place d'une filière d'agrocarburant de proximité permettra « la création d'activités génératrices de revenus et d'emplois, notamment pour les femmes, qui constituent la couche la plus fragile de la société ».

Parmi le panel des solutions énergétiques existantes en Afrique Subsaharienne, le GERES a souhaité, à travers le programme ALTERRE — Agrocarburants Locaux et Territoires Ruraux — étudier si le Jatropha pouvait, dans certaines conditions, contribuer au mix énergétique des zones rurales enclavées.

En s'inscrivant à l'échelle de l'exploitation familiale et dans le respect des cultures vivrières, cette graine valorisée en huile pour les moteurs, mais aussi en tourteaux pour l'enrichissement des sols et en sédiments pour la fabrication traditionnelle du savon, a su trouver une place dans l'économie locale des cercles de Yorosso et Koutiala. En substitution au gasoil, il contribue à la résilience économique et climatique des populations, notamment des femmes utilisatrices de service de mouture.

Cette expérimentation à l'échelle locale s'inscrit dans une réflexion plus large autour des corrélations entre électrification et développement économique. Si le potentiel des sources renouvelables n'est plus à démontrer, notamment avec l'énergie solaire, les

répercussions économiques de l'accès à l'énergie ne sont pas systématiques. Au-delà des contraintes techniques, des contraintes organisationnelles impactent le développement des solutions décentralisées.

Avec le projet de Zone d'Activités Électrifiée dans la localité de Konséguéla (Sud Mali), le GERES teste des solutions hybrides innovantes et dédiées aux artisans locaux. De concours avec les collectivités locales, il accompagne ces opérateurs économiques dans leur développement. ■

INDICATEURS ET IMPACTS

- **1 146 exploitations familiales** investies dans la production de jatropha
- **15 000 litres d'huile** produits en 2014
- **23 meuniers** villageois fonctionnant intégralement au Jatropha
- Accès à l'électricité pour **10 à 15 Très Petites Entreprises** et maintien d'une offre locale d'agrocarburants pour les meuniers aux alentours de la ZAB



Renforcer les filières locales

... DANS LE SECTEUR DES ÉNERGIES.

Depuis 2011, le GERES soutient le développement de la filière locale des équipements de cuisson améliorés de la marque WASSA.

Constituée d'artisans céramistes et ferblantiers de la commune de Bamako, cette filière tend à répondre en quantité et en qualité à la demande des ménages de la capitale. Pour accompagner le changement d'échelle de la filière, le GERES et ses partenaires ont mobilisé les dispositifs de la finance carbone, via le montage d'un programme d'activités, disposant de la double certification MDP* et Gold Standard.

*MDP : Mécanisme de Développement Propre

... DANS LE SECTEUR DE LA TRANSFORMATION AGROALIMENTAIRE.

Dans le terroir d'Agonli, au centre du Bénin, pousse une variété particulière d'arachides qui, transformée en huile, est prisée pour son parfum unique.

Le GERES intervient en appui à 3 coopératives regroupant des femmes de la région, à la fois techniquement pour améliorer les procédés de clarification, mais aussi sur l'aspect commercial, à travers son soutien à des actions de promotion et de marketing du produit. ■

INDICATEURS ET IMPACTS

- Reconnaissance officielle de l'Association des Revendeurs de Foyers de Bamako (l'ARFB) depuis début 2014 qui compte **56 membres**
- **3 sessions** de formations organisées auprès des femmes en 2014 : gestion des flux et planification de la production, gestion d'entreprise et suivi financier, négociation et techniques de vente



Dépôt vente de l'huile d'Agonli dans les mini marchés de la capitale.

«Aujourd'hui, je me surprends dans un rôle de pédagogue pour convaincre mes clients, notamment les supermarchés».

Présidente du groupement de Covè



Résilience face aux changements climatiques



Travail de concertation des acteurs locaux au Bénin.

RENFORCEMENT DES COMPÉTENCES LOCALES

À l'heure où les changements climatiques sont une réalité vécue pour bon nombre de territoires sub-sahariens, les acteurs politiques locaux s'organisent pour comprendre les contraintes de leurs terroirs et adaptent leurs politiques locales avec des méthodologies intégrant cette variable du changement climatique.

Dans le département des Collines, au centre du Bénin, le Groupement Intercommunautaire des Collines (GIC) initie avec l'appui de l'ONG locale IDID* et du GERES un travail de recherche-ac-

tion autour de l'analyse énergétique de deux villes frontalières économiquement dynamiques et centrales dans le développement du département, et de la capitalisation des pratiques agro-écologiques utilisées sur le territoire. Lancés depuis septembre 2014, ces deux axes de réflexion vont permettre, durant les 16 prochains mois, de renforcer les compétences locales et d'identifier des pistes d'intervention sobres en carbone et résilientes aux changements climatiques. ■

*IDID : Initiatives pour un Développement Intégré Durable

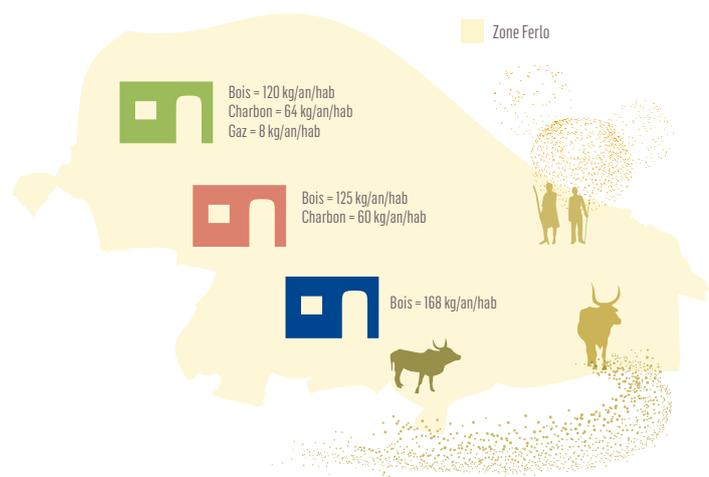
DIAGNOSTIC ÉNERGÉTIQUE DU FERLO

Investi dans la zone sylvo-pastorale du Ferlo (nord Sénégal) depuis 2012, notamment à travers le renforcement des acteurs locaux sur les méthodologies et les outils d'analyse climat (atlas cartographique, analyse de la vulnérabilité), le GERES poursuit son engagement sur le terrain avec la réalisation d'un diagnostic énergie de la zone Ferlo.

Ce diagnostic se veut une photographie exhaustive du territoire, visant à faire ressortir la situation des consommateurs d'énergie, de la chaîne de valeur à laquelle ils s'intègrent, et des barrières auxquelles ils sont confrontés pour aller vers des solutions durables et propres. Il vient compléter le panel de connaissances du GERES et de ses partenaires sur la zone d'études, et déclinera les recommandations possibles à de futures interventions. Il est soutenu par l'ADEME et la Région Rhône-Alpes. ■

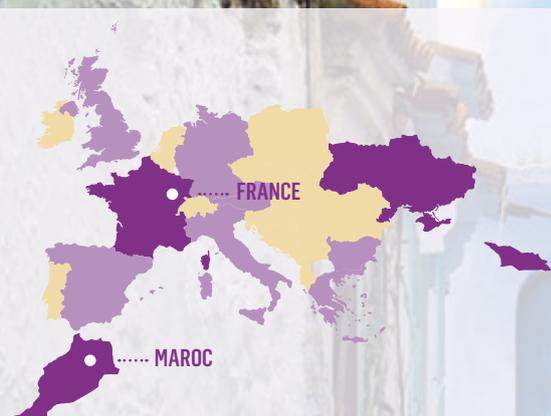
QUANTITÉ ANNUELLE D'ÉNERGIES CONSOMMÉES PAR HABITANT DANS LES CONCESSIONS

Chiffres en fonction du mix énergétique utilisé



EUROPE MÉDITERRANÉE

Accompagner la transition énergétique des territoires



Le voisinage de l'Europe, au Sud comme à l'Est, poursuit ses transitions sociétales, mais connaît encore de nombreuses crises. La très forte dépendance énergétique de ces pays contribue à leur vulnérabilité.

Pendant ce temps, l'Europe politique rechigne encore à s'engager pleinement dans la transition énergétique pendant que les territoires, eux, agissent à l'échelle locale. Le GERES s'emploie donc pleinement à les accompagner, tant dans leur planification stratégique que pour la mise en œuvre concrète d'opérations sur le terrain, tout en contribuant à une meilleure coopération entre l'Europe et ses pays voisins.

En 2014, le GERES poursuit son action d'accompagnement des ménages pour une meilleure maîtrise de leurs consommations dans le cadre de projets européens ou d'interventions locales auprès de collectivités ou bailleurs sociaux. L'année 2014 fut aussi celle de la transmission des outils et compétences développés sur la petite hydro-électricité auprès d'acteurs locaux pour en assurer la pérennité. Au Maroc, le projet Hammams Durables se poursuit afin d'établir une véritable filière professionnelle.



Accompagnement à la rénovation énergétique des logements.

Énergie, habitat et précarité : vers une meilleure maîtrise des consommations énergétiques

C'est le cœur de métier du GERES depuis de nombreuses années et nous cherchons à intervenir à tous les niveaux afin de faciliter et accompagner le parcours des ménages vers une meilleure maîtrise de leurs consommations énergétiques : la sensibilisation et le conseil à travers l'Espace Info Énergie, l'accompagnement aux travaux par la mise en place d'une plateforme de rénovation énergétique, la recherche-action pour établir un dispositif spécifique aux copropriétés, la plateforme « Vivons Solaire en PACA » pour stimuler le marché du chauffe-eau solaire, ou encore nos travaux de recherche sur les pratiques de l'auto-réhabilitation de leurs logements par les ménages.

En matière de lutte contre la précarité énergétique, nous intervenons en appui stratégique aux collectivités locales ou aux bailleurs sociaux, mais aussi dans l'accompagnement concret de ménages en difficulté, tout comme dans la conception d'outils mutualisés, de méthodologies d'intervention ou la formation des travailleurs sociaux. ■

▶ INDICATEURS ET IMPACTS

- **400 visites** à domicile de ménages en situation de précarité énergétique de 2012 à 2014
- **4 300 ménages** informés depuis 10 ans par l'Espace Info Energie
- Réalisations de travaux par **92 particuliers** pour un montant de plus de **585 000 €**, soit plus de **1 200 000 kWh** économisés, soit un équivalent de 6 emplois/an assurés
- **4 bailleurs sociaux** accompagnés dans une démarche de mobilisation des locataires autour de l'énergie au Baou de Sormiou à Marseille



« Je conseille systématiquement à mes clients de prendre contact avec l'EIE. Ils y trouvent les conseils sur les aides financières et sur les travaux à entreprendre pour l'amélioration énergétique de leur habitat. Les conseillers m'apportent également leur savoir et leur compétence en matière de réglementation au cours des ateliers. Cette interaction me permet d'être informé en continu sur mon secteur d'activité. »

Ange Marchetti, artisan de la rénovation énergétique, isolation thermique de l'habitat



Centres de production de biogaz agricoles.

Améliorer la performance et l'autonomie énergétiques des territoires

Le GERES intervient à différents niveaux pour la gestion écoresponsable des déchets : stratégie territoriale, prévention avec le réseau Compostage-au-jardin, opérations concrètes de compostage de proximité, mais aussi auprès de secteurs professionnels spécifiques (restauration scolaire, campings...) ou de bailleurs sociaux.

Le GERES a également lancé un programme régional afin de structurer les filières de valorisation des matières organiques, en particulier par la voie du compostage et de la méthanisation.

Commanditée par la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, le GERES lance la démarche ClimAgri de diagnostic et plan d'action énergie-climat du secteur agricole à l'échelle régionale, avec la chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône et Bio de Provence.

En parallèle de la transmission des outils et savoirs issus de la mission PHÉE (Petite Hydro-électricité et Environnement), GERES a mené une étude prospective de la filière, et a poursuivi son accompagnement de projets de production renouvelable territoriaux et citoyens dans le cadre du programme Green Partnerships. ■

INDICATEURS ET IMPACTS

- **84 MW** de potentiel hydroélectrique supplémentaire mobilisable en PACA
- **1 978 personnes** sensibilisées aux pratiques de prévention des biodéchets
- **49 personnes** valorisent **3,7 tonnes** de biodéchets par an à Meyrargues

FOCUS



La Région a voté en décembre 2012 son Plan Climat Énergie Régional et s'est ainsi engagée à soutenir les acteurs du territoire sur la voie de la transition énergétique. Dans ce cadre, elle a souhaité réaliser un diagnostic ClimAgri régional afin d'établir un panorama des consommations d'énergie, des émissions de gaz à effet de serre et du stockage du carbone des secteurs agricoles et forestiers.

À l'initiative du GERES et de ses partenaires (Chambre d'Agriculture 13 et Bio de Provence) une démarche participative a été proposée visant à travailler de concert avec les acteurs agricoles et forestiers de Provence-Alpes-Côte d'Azur pour définir un plan d'action régional. Le GERES accompagne ainsi la Région à travers la réalisation du diagnostic ClimAgri qui permettra en 2015 de valoriser les actions durables agricoles réalisées sur le territoire.



Propriétaire d'un hammam marocain accompagné par le GERES sur les économies d'énergie.

En Méditerranée, les acteurs s'organisent

FOCUS

HAMMAMS DURABLES AU MAROC

Lancé en 2013, le programme d'amélioration des hammams au Maroc entre dans sa 2^e année. Très ancrée culturellement au Maroc, la pratique du hammam reste prisée par le plus grand nombre, mais fait encore appel à des installations obsolètes et peu efficaces, sources de consommations d'énergie très importantes.

Après des débuts difficiles, faute d'implication des propriétaires de hammams, les activités ont été réorientées vers davantage d'opérations de démonstration pour faire la preuve des économies réalisables. Soutenu par le FFEM, le GERES intervient ici aux côtés de son partenaire marocain privilégié EnSen (Énergie Solidarité Environnement).

INDICATEURS ET IMPACTS

- En 3 ans, **400 ménages** en précarité énergétique accompagnés sur le territoire marseillais à travers des visites à domicile
- **50 artisans** formés aux techniques d'isolation en Géorgie et Ukraine
- Plus de **22 500 citoyens** sensibilisés et accompagnés (stands, animations en écoles, associations, collectivités...) à la pratique du compostage des déchets en **6 ans**
- En 2014, **2 sites internet** et **1 web documentaire** créés comme outils de mobilisation.

FOCUS



Le GERES sensibilise les particuliers aux nombreuses techniques d'isolation possibles grâce à sa maquette à échelle 1/1.

MOBILISATION D'ACTEURS

La transition énergétique nécessite l'implication du plus grand nombre et de créer de nouvelles synergies entre les autorités locales et les acteurs économiques de nos territoires.

La manière de mobiliser va naturellement dépendre du but attendu de la mobilisation, de son commanditaire, de ses cibles et du contexte dans lequel elle se tient, mais aussi de la maturité du sujet (les gens connaissent-ils le sujet ? Se sentent-ils concernés ? Sont-ils prêts à changer ? Sont-ils déjà dans le changement ?...). Créer un réseau d'échanges, organiser des événements pour sensibiliser et partager, fournir les moyens pour passer à l'acte, proposer des formations, déployer des campagnes de communication... sont autant de moyens que le GERES s'approprie pour ses projets de mobilisation.

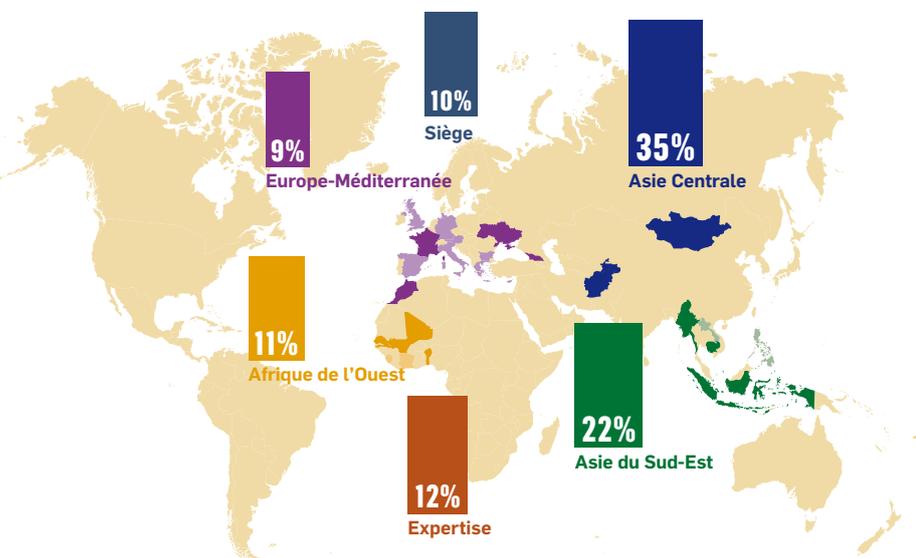
RAPPORT FINANCIER

LE BUDGET ATTEINT **10,7 M€**. IL EST EN AUGMENTATION DE **14%** PAR RAPPORT À 2013.

CETTE AUGMENTATION BUDGÉTAIRE EST LIÉE À L'AUGMENTATION DU VOLUME D'ACTIVITÉS EN ASIE CENTRALE.

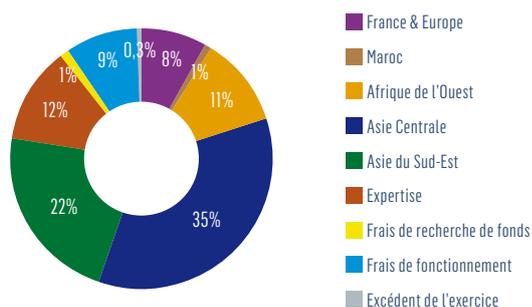
LES FRAIS DE FONCTIONNEMENT ET DE RECHERCHE DE FONDS REPRÉSENTENT **10%** DU BUDGET TOTAL, EN BAISSÉ PAR RAPPORT À 2013.

LE GERES EST EXCÉDENTAIRE POUR SON EXERCICE COMPTABLE 2014. LA STRATÉGIE FINANCIÈRE ET ORGANISATIONNELLE DÉFINIE PAR LE GERES COURANT 2013 PORTE SES FRUITS PUISQUE D'UN DÉFICIT DE **127 k€** EN 2013, ON PASSE À UN EXCÉDENT DE **28 k€** EN 2014.

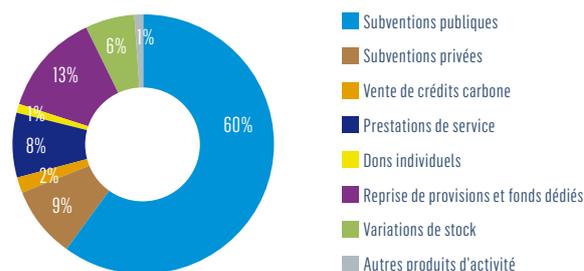


Compte d'emploi des ressources

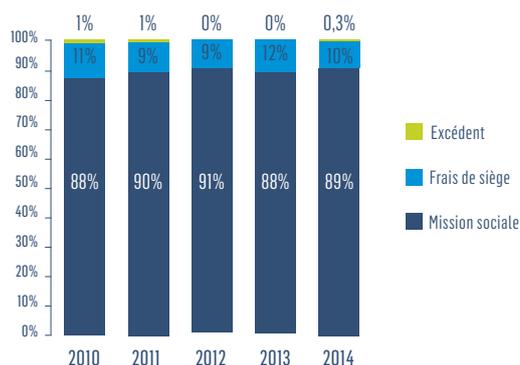
RÉPARTITION DES EMPLOIS EN 2014



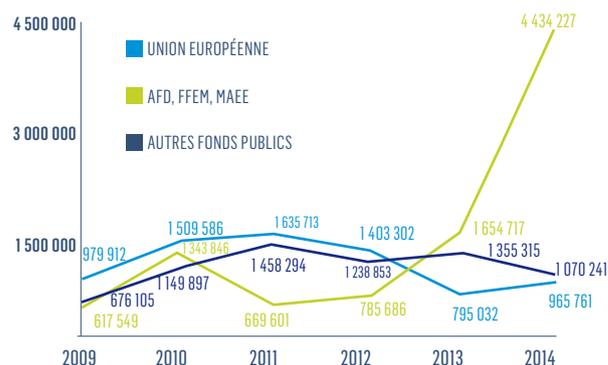
ORIGINE DES RESSOURCES EN 2014



ÉVOLUTION DE L'EMPLOI DES RESSOURCES DE 2010 À 2014



ÉVOLUTION DES SUBVENTIONS PUBLIQUES ENTRE 2009 ET 2014



Compte d'emploi des ressources

► Les emplois

EMPLOIS	2014		2013		Écart 2014-2013	Affectation des dons collectés auprès du public en 2014
MISSIONS SOCIALES	9 580 911	89%	8 272 854	88%	16%	44 222
France & Europe	846 788		983 284		-14%	8 919
Maroc	158 154		184 173		-14%	1 056
Afrique de l'Ouest	1 127 239		1 701 605		-34%	22 614
Asie Centrale	3 759 620		1 780 199		111%	9 116
Asie du Sud-Est	2 394 829		2 953 137		-19%	2 518
Expertise	1 294 281		670 456		93%	
FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	100 674	1%	107 322	1%	-6%	49 479
Frais d'appel à la générosité du public	11 797		13 304		-11%	11 797
Frais de recherche des autres fonds privés	88 877		94 018		-5%	37 681
FRAIS DE FONCTIONNEMENT	1 009 658	9%	1 041 278	11%	-3%	-
EXCÉDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	28 237	0,3%	-	0,0%		
TOTAL EMPLOIS EN €	10 719 480	100%	9 421 454	100%	14%	
Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public						93 701
TOTAL EMPLOIS EFFECTIFS EN € (Hors excédent, stock, provisions, engagement à réaliser)	9 899 862	92%	7 686 309	82%	29%	

Le budget augmente fortement entre 2013 et 2014, avec une hausse de 29 % des emplois effectifs.

Le budget effectif d'activités atteint ainsi 9,9 M€ et représente 92% du budget total. Il correspond aux dépenses effectivement engagées : il ignore les provisions, les fonds dédiés, les variations de stock et l'excédent de l'exercice. Cette augmentation englobe toutefois de grandes disparités entre les régions :

► Les activités en France, au Maroc, en Afrique de l'Ouest et en Asie du Sud-Est sont en nette diminution, avec l'arrivée à leur terme de plusieurs programmes, notamment les projets SETUP au Bénin et New Lao Stove au Cambodge.

► Dans le même temps, les activités de la région Asie Centrale et de l'unité transversale d'Expertise se sont fortement développées, avec une hausse respective de 111% et 93% par rapport à 2013.

► En Afghanistan, le programme de développement rural Central Highlands est mené en partenariat avec 2 autres ONG et fait l'objet d'un financement de l'Agence Française de Développement. Démarré courant 2013, il a véritablement pris de l'ampleur en 2014. Il représente un budget de 10 M€ sur 3 ans et 75% des emplois de la région Asie Centrale en 2014.

► Au sein de l'unité Expertise, l'augmentation budgétaire s'explique d'une part par le déploiement du programme Stove Plus qui passe d'un budget de 400 k€ à un budget de 800 k€ entre 2013 et 2014 et d'autre part par le démarrage du projet de plaidoyer Commission Climat Développement, dont le temps fort aura lieu pendant la COP21 qui se tiendra à Paris en 2015.

Les frais de fonctionnement atteignent 1 M€ en 2014. Ils ne représentent plus que 9% du budget total, contre 11% en 2013.

Cette diminution s'explique d'une part par la maîtrise des frais généraux et d'autre part par la stabilisation des effectifs et le non-remplacement de plusieurs congés maternité, tandis que le volume d'activités de la mission sociale a augmenté.

Les frais de recherche de fonds diminuent quant à eux légèrement en valeur, mais restent constants en volume : ils représentent 1% du budget total.

► Les ressources

RESSOURCES	2014		2013		Écart 2014-2013	Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées sur 2014
RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC	93 701	1%	184 102	2%	-49%	93 701
Dons manuels non affectés	49 479		15 407		221%	49 479
Dons manuels affectés	44 222		168 695		-74%	44 222
SUBVENTIONS	7 486 912	69%	5 650 342	60%	33%	
Publiques	6 470 230		3 805 064		70%	
Privées	1 016 682		1 845 278		-45%	
PRODUCTION VENDUE	1 030 681	10%	1 298 366	14%	-21%	
Crédits carbone	187 309		663 165		-72%	
Prestations de service	843 372		635 201		33%	
AUTRES PRODUITS	2 108 186	20%	2 161 563	23%	-2%	
Report des ressources non réalisées des exercices antérieurs	1 130 171		553 627		104%	
Stock de produits finis	621 168		886 015		-30%	
Reprise des provisions	228 339		343 609		-34%	
Autres produits d'activité	128 507		378 312		-66%	
INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	-		127 081	1%	-100%	
TOTAL RESSOURCES EN €	10 719 480	100%	9 421 454	100%	14%	
Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public						93 701
TOTAL RESSOURCES EFFECTIVES EN € (Hors déficit, stock, reprise de provisions, report des ressources non réalisées des années antérieures)	8 739 801	82%	7 511 122	80%	16%	

Les ressources effectives d'activités s'élèvent à 8,7 M€ en 2014 soit 82% des ressources totales. Elles ne permettent pas de couvrir la totalité des emplois effectifs, qui le sont grâce à la reprise des provisions et fonds dédiés.

Les subventions publiques et privées sont de 7,5 M€ en 2014, respectivement 60% et 9% du total des ressources.

L'augmentation des subventions publiques en 2014 est le fait du programme Central Highlands) en Afghanistan. L'AFD est le principal bailleur du GERES en 2014, avec près de 4,5 M€ de subventions ; 2,1 M€ ont toutefois été reversés aux partenaires du programme Central Highlands.

Les subventions privées, 1 M€ baissent de 45% par rapport à 2013. Cette diminution s'explique par le jeu d'affectations comptables entre subventions publiques ou privées sur des projets pluriannuels. Cela ne traduit pas une baisse de capacité du GERES à lever des cofinancements privés.

Les ventes de crédits carbone chutent de 72% en 2014 et ne représentent plus que 2% du total des ressources. Ceci s'explique par la forte concurrence sur le marché du carbone, la volatilité des prix des crédits et le bien moindre renouvellement de l'offre du GERES.

Les prestations de service représentent un chiffre d'affaires de 843 k€ en 2014, soit 8% du total des ressources. Elles sont le fait de réponses à des appels d'offres en France et à l'étranger, pour le compte de Ministères et de collectivités territoriales notamment, et de consultances à l'international (Myanmar, Laos, RDC, Afghanistan, etc.) conduites par l'unité Expertise.

Les dons manuels issus de la générosité du grand public s'élèvent à 94 k€ ; ils diminuent en valeur entre 2013 et 2014. Globalement, leur proportion reste faible.

La diminution de 30% des **entrées de stock de crédits carbone** s'explique par la fin de période d'accréditation du projet New Lao

Stove au Cambodge et l'arrêt de la génération de nouveaux crédits.

Le report des ressources non réalisées des années antérieures (ou reprise de fonds dédiés) atteint 1,1 M€ en 2014. Il correspond principalement à l'utilisation de ressources anciennes issues de la finance carbone ; il a permis de financer les activités du Cambodge à hauteur de 867 k€.

La reprise de provisions s'élève à 228 k€. 161 k€ repris sur risque d'inventus de crédits carbone, 56 k€ sur risque sur projets et 14 k€ sur risque liés à des créances sensibles.

Les autres produits d'activité s'élèvent à 129 k€. Ils sont constitués de produits exceptionnels (22 k€), de produits financiers (4 k€), de remboursements de frais (33 k€), de transfert de charges (20 k€), ainsi que des contributions des bénéficiaires et autres produits annexes d'activité (50 k€).

Bilan

ACTIF NET en €	2014	2013	Écart 2014-2013
ACTIF NET IMMOBILISÉ EN €	39 009	67 765	-42%
Encours de production de services	10 674	54 602	-80%
Stock de produits finis	1 921 435	1 439 130	34%
Créances d'exploitation	14 500 155	15 287 012	-5%
Produits à recevoir	477 172	348 537	37%
Charges constatées d'avance	42 233	31 642	33%
Disponibilités	588	890 054	-100%
ACTIF NET CIRCULANT EN €	16 952 257	18 050 977	-6%
TOTAL ACTIF NET EN €	16 991 266	18 118 742	-6%

PASSIF NET en €	2014	2013	Écart 2014-2013
Fonds social	277 653	404 734	-31%
Résultat de l'exercice	28 237	-127 081	-122%
FONDS ASSOCIATIFS EN €	305 890	277 653	10%
Provisions pour fin de carrière	80 293	70 501	14%
Provisions pour risques	2 053 269	1 655 910	24%
Fonds dédiés	509 832	1 640 003	-69%
PROVISIONS EN €	2 643 394	3 366 414	-21%
Dettes auprès des établissements de crédit	462 806	-	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	284 022	143 978	97%
Dettes fiscales et sociales	438 630	503 749	-13%
Produits constatés d'avance	12 856 524	13 826 948	-7%
DETTES EN €	14 041 982	14 474 675	-3%
TOTAL PASSIF NET EN €	16 991 266	18 118 742	-6%

Le bilan atteint 17 M€ en 2014. Il diminue de 6% par rapport à 2013.

Les réserves associatives augmentent légèrement (+10% par rapport à 2013) mais restent insuffisantes au regard du volume budgétaire global. Fin 2014, elles représentent en effet moins d'un mois d'activités.

En 2014, le besoin en fonds de roulement, c'est-à-dire l'avance de trésorerie à assumer pour la conduite des activités, a fortement augmenté.

Fin 2014, le niveau de trésorerie s'avère critique avec des disponibilités proches de zéro et un endettement court terme de 463 k€ auprès de la banque (cessions de créances et facilité de caisse). Cette situation alarmante au 31/12/2014 est toutefois à relativiser puisque

des variations de trésorerie importantes ont eu lieu tout au long de l'année.

Cette situation s'explique par la conjonction de deux facteurs :

- D'une part, le niveau de fonds dédiés issus de recettes anciennes de ventes de crédit carbone et qui constituaient un matelas de trésorerie pour le GERES, a fortement diminué (-69% par rapport à 2013).

- D'autre part, l'année 2014 a coïncidé avec la fin de plusieurs projets majeurs en Asie Centrale et en Afrique de l'Ouest, obligeant le GERES à engager des dépenses sans pouvoir bénéficier d'avance de trésorerie de la part de ses bailleurs de fonds, publics ou privés ; les soldes de paiement des conventions de financement concernées interviendront en effet courant 2015, après la remise des rapports

finaux. Ainsi en 2014, les produits constatés d'avance ont diminué plus vite que les créances auprès des bailleurs (-7% contre -5% par rapport à 2013), tandis que les produits à recevoir ont augmenté de 37%.

L'augmentation du niveau de stock et l'augmentation des provisions entre 2013 et 2014 sont à mettre en corrélation puisqu'à chaque nouvelle entrée de stock de crédits carbone, valorisée à son coût de revient, est comptabilisée une provision pour risque d'inventus à hauteur du même montant. Cette provision est ensuite extournée au fur et à mesure des ventes effectives réalisées sur l'année et de l'enregistrement des sorties de stock. Ainsi, grâce à ce jeu de provisions, ce sont uniquement les revenus des ventes de l'année et non les variations de stocks au crédit ou au débit qui impactent le résultat de l'année.

ÉTUDES ET RAPPORTS



Outcomes Magazine : Retour sur 10 ans de finance carbone

Réalisé dans le cadre des projets menés au Cambodge, ce magazine vise à rendre compte de notre expérience de la finance carbone comme vecteur du changement d'échelle dans la diffusion de cuiseurs améliorés.

<http://www.geres.eu/fr/ressources/publications>



Projets de développement accédant aux fonds carbone (étude F3E)

L'étude est basée sur une recherche documentaire et sur des études de cas approfondies (5 projets sélectionnés, dont 3 projets avec une mission-terrain : au Mali, au Pérou et au Cambodge), ciblées sur deux secteurs prioritaires : énergie domestique, boisement / reboisement.

<http://www.geres.eu/fr/ressources/publications>

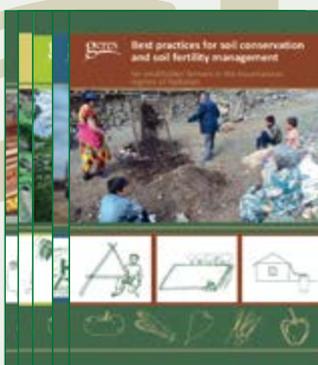


Bulletins de la Commission climat et développement (CCD) de Coordination SUD

Intégrer la contrainte climatique dans les projets de développement.

Le bulletin de la Commission climat et développement (CCD) de Coordination SUD, dont le GERES est chef de file jusqu'en 2015, analyse comment la contrainte climatique s'intègre dans les projets de développement. Ces «Notes» sont diffusées trois fois par an et présentent les actualités de la CCD.

MANUELS ET GUIDES



Guides techniques sur les solutions énergétiques et agricoles au Tadjikistan

En 2011, ASDP Nau et le GERES ont lancé un projet pour aider les petits agriculteurs à augmenter leurs revenus dans la province de Sughd au Tadjikistan. Afin

d'appuyer l'accompagnement de ces agriculteurs, le GERES a développé une série de 5 guides sur des thématiques agricoles.

<http://www.geres.eu/fr/ressources/publications>



Manuel de formation sur l'agro-foresterie, les énergies renouvelables et l'adaptation au Cambodge

Ce manuel a été développé pour aider les agriculteurs cambodgiens à mettre en place une agriculture intelligente qui atténue les changements

climatiques. Il passe en revue des sujets tels que la gestion durable de la forêt, le compostage, l'utilisation des éco-pesticides, la gestion des déchets agricoles...

<http://www.geres.eu/fr/ressources/publications>



▶ BLOG GERES Asie du Sud-Est

Création d'un blog pour la région Asie du Sud-Est, l'opportunité de découvrir l'équipe, l'actualité des projets et de découvrir les expertises du GERES dans la région.

<http://gsea.regions.geres.eu>

◀ StovePlus

La création du site internet dédié au projet transverse Stoveplus permet d'impliquer les acteurs et de partager les solutions efficaces de cuisson propre dans le monde.

<http://www.stoveplus.org/fr>



▶ La boîte à compost

Dédié à la promotion d'un outil de sensibilisation au compostage, le site internet «Boîte à compost» permet de découvrir et de se procurer une mallette contenant divers supports pédagogiques afin de mener des animations auprès des enfants.

<http://www.boiteacompost.fr/>



▼ Vivonsolairepaca

Vivonsolairepaca.fr est le portail du chauffe-eau solaire individuel en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Il accompagne les particuliers sur le territoire régional dans leur démarche d'acquisition, depuis la prise d'informations et de conseils jusqu'à l'utilisation du chauffe-eau solaire individuel.

<http://www.vivonsolairepaca.fr>



▼ Précarité énergétique : agir chez les ménages modestes

Réalisé dans le cadre du projet ACHIEVE à Marseille, ce web-documentaire valorise les résultats d'un dispositif d'accompagnement local, cohérent et coordonné pour lutter efficacement contre la précarité énergétique du territoire. Cet outil est destiné à sensibiliser les collectivités et acteurs qui souhaitent agir.

<http://www.geres.eu/fr/ressources/webdocs/item/352-precarite-energetique-agir-chez-les-menages-modestes>

PARTENAIRES FINANCIERS

Dans un contexte de financement contraint des organisations et projets de solidarité, le GERES salue chaleureusement l'engagement croissant, à ses côtés, des fondations, fonds de dotation et entreprises, ses partenaires fidèles et nouveaux venus, qu'il remercie pour leur confiance et leur soutien indispensables à la qualité de ses interventions.

Entreprises partenaires

AG2R La Mondiale
Air France KLM avec le programme Flying Blue
ECODIS
EDF
Engie

Associations et Fondations

APFED — Forum Asie-Pacifique pour l'Environnement et le Développement (Think Tank)
CFSI — Comité Français pour la Solidarité Internationale
Fondation Abbé Pierre
Fondation Linda Norgrove
Fondation Lord Michelham of Hellingly
Fondation Prince Albert II de Monaco
Fondation Un monde par tous
NEXUS
TEI — Institut de l'Environnement de la Thaïlande (Think Tank)
WRI — Institut des Ressources Mondiales (Think Tank)

Fondations d'entreprise

Fondation EDF HELP
Fondation Legallais
Fondation Louis-Dreyfus
Fondation Nexans
Fondation Raja — Danièle Marcovici

Fonds de dotation

Fonds de dotation Itancia
Fonds de dotation Solidarity Accor

Organismes de coopération bi et multilatérale

AFD — Agence Française de Développement
ASTAE — Programme durable d'énergie alternative pour l'Asie
Banque Mondiale
CERECC — Centre de la CEDEAO pour l'énergie renouvelable et l'efficacité énergétique
DCI Principauté de Monaco — Aide Publique au Développement et à la Coopération Internationale

DfID — Département du Développement International du Royaume-Uni
EEP — Partenariat pour l'Énergie et l'Environnement du Mékong
FEM — Fond pour l'Environnement Mondial
FFEM — Fonds Français pour l'Environnement Mondial
Fond néerlandais Daey Owens
NDF — Fonds Nordiques de Développement
OFID — Fonds de l'OPEP pour le Développement International
PNUD — Programme des Nations Unies pour le Développement

Organismes publics et professionnels français

ADEME — Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie
ADEME International — Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie
ADEME PACA — Agence De l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie Provence-Alpes-Côte d'Azur
Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse
Anah — Agence nationale de l'habitat
ESIA Provence-Alpes-Côte d'Azur
MEDDE — Ministère de l'Écologie du Développement Durable et de l'Énergie

Collectivités territoriales françaises

Communauté d'agglomération du Pays d'Aubagne et de l'Étoile
Communauté de Communes Provence-Luberon-Durance
Communauté du Pays d'Aix
Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur
Département Bouches-du-Rhône
MPM — Marseille Provence Métropole

Institutions et pouvoirs publics dans les pays de coopération

ACIAR — Centre Australien pour la Recherche Internationale en Agriculture
Ambassade d'Allemagne au Tadjikistan
Ambassade de Nouvelle-Zélande à Moscou
Ambassade du Royaume-Uni au Tadjikistan

AusAid — Agence Australienne pour le Développement International
GIZ — Agence allemande pour la coopération internationale
KFW — Institut de crédit pour la reconstruction allemand
Ministère des Affaires étrangères de Finlande
UE — Union Européenne

Crowdfunders

Nous remercions les nombreux financeurs participatifs qui ont contribué à la campagne de levée de fonds pour le projet de serres bioclimatiques en France et en Mongolie à l'automne 2014.

PARTENAIRES TECHNIQUES

Plus de 165 partenaires techniques dont :

- 13 Habitat
4D
ACBAR — Organe de coordination des secours et de développement en Afghanistan
Accueil et Rencontres
ACF — Action Contre la Faim
Acting for Life
ADEME — Direction régionale Provence-Alpes Côte d'Azur
ADIL — Agence départementale pour l'information sur le logement
ADL-Chefchaouen — Association de développement local de Chefchaouen
Administration forestière des provinces de Pursat, Battambang, Kampong Speu and Kampong Chhnang
Administration forestière du Cambodge
AERMC — Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse
ALEC — Agence Locale de l'Énergie et du Climat
AMADER — Agence Malienne pour le Développement de l'Énergie Domestique et l'Électrification Rurale
AMEDD — Association Malienne d'Éveil au Développement Durable
ANADEB — Agence Nationale de Développement des Biocarburants
APEAS — Agence Provençale pour une Économie Alternative et Solidaire
Arbonaut
ARCBOT — Association Régionale de Casablanca des Bains et Douches Traditionnels
ASDP Nau — Agence pour le soutien au processus de développement
Association cambodgienne Mlup Baitong
Association des producteurs et distributeurs des foyers améliorés
ATD Quart Monde
AVN — Association La Voûte Nubienne
AVSF — Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières
Banque asiatique de développement
Banque mondiale
BDM — Bâtiments Durables Méditerranéens
Bio de Provence
Bolivia Inti — Sud Soleil
Bureaux provinciaux en charge de l'énergie et des mines de Pursat, Battambang, Kampong Speu et Kampong Chhnang
CAPEB 13 — Confédération de l'Artisanat et des Petites Entreprises du Bâtiment des Bouches-du-Rhône
CARE France
CARI
CAVM — Centre d'Animation du Vieux Moulin
CCFD — Terre Solidaire
Centres Agricoles Régionaux pour le Développement Rural du Bénin
Chambre d'Agriculture des Bouches-du-Rhône
CLER — Comité de liaison des énergies renouvelables
CNESOLER — Centre National de l'Énergie Solaire et des Énergies Renouvelables
Conseil Régional Languedoc-Roussillon
CPIE Rhône Pays d'Arles — Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement
Croix-Rouge française
Croq'Jardin
CRPF — Centre Régional de la Propriété Forestière
CRPM — Conférence des Régions Périphériques Maritimes
CSTB — Centre Scientifique et Technique du Bâtiment
DNE Mali — Direction Nationale de l'Énergie
DREAL PACA — Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Provence-Alpes-Côte d'Azur
Écopolenergie
Électriciens Sans Frontières
Enerplan
EnSen — Association Énergie Solidarité et Environnement
Entreprise Sociale Ever Green, Myanmar
Envirobat Méditerranée
Épluchures
Europ Continents
FBTP 13 — Fédération du Bâtiment et des Travaux Publics des Bouches-du-Rhône
Fédération des Éleveurs de l'Arkhangai
Fédération nationale des propriétaires exploitants de bains traditionnels
Fondation Énergies pour le Monde
Fondation ETC
Fondation GoodPlanet
Forest Research Institute, Myanmar
FRB PACA — Fédération Régionale du Bâtiment
GACC — Alliance mondiale pour les foyers de cuisson améliorés
GESPER — Gestion de l'environnement en Région
Gevalor
GIZ — Société allemande de coopération internationale
Gouvernement de l'Arkhangai
GRAINE PACA
GRDR — Groupe de recherche et de réalisations pour le développement rural
Gret — Professionnels du développement solidaire
Groupe URD
ICS — Institut des Standards du Cambodge
IDEMU — Institut de l'écologie en milieu urbain
In Vivo — Denis Savanne
Initiative Développement
Institut de la Méditerranée
Institut technologique du Cambodge
IRAM — Institut de Recherche et d'Applications des Méthodes de Développement
IZUBA énergies
Jardilien
Laboratoire national du CNESOLER — Centre National de l'Énergie Solaire et des Énergies Renouvelables (Mali)
Les Jardins de l'Espérance
LIRE — Institut Laotien des Énergies Renouvelables
MADERA
Médecins du monde
Médiance 13
Mekong Think Tank
Mercy Corps
MIME — Ministère cambodgien de l'Industrie, des Mines et de l'Énergie
Ministère de la Conservation Environnementale et de la Forêt du Myanmar
MOE — Ministère cambodgien de l'Environnement
MRE — Maison Régionale de l'Eau
Municipalité de Frattamaggiore
Municipalité de Gênes
Municipalité de Kabul
Municipalité de Lakatamia
Municipalité de Malaga
Municipalité de Meyrargues
Municipalité de Simiane
Municipalités des communes de Zangnando, Cové et Zaktota (département du Zou, Bénin)
Naturoscope
ONEMA — Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques
Orgaterre
Oxfam France
PADES — Programme Autoproduction et Développement Social
Peppermint
Peuples Solidaires — ActionAid France
PIN — Association People In Need
Planète Urgence
Qualibat
Qualit'EnR
RAC-France — Réseau Action Climat
REFOCTC — Centre de Formation Régional des Communautés Forestières
Réseau national des EIE
Réseau régional des EIE en PACA
Robins des Villes
SAB — Solidarité Afghanistan Belgique
Secours Catholique
SEMA
SNV Laos & Vietnam — Fondation Néerlandaise des Volontaires
Solidarités Internationales
TEC — Tourisme Transport Territoires Environnement Conseil
UE — Union Européenne
UFC Que Choisir
UNIS — UNion des Syndicats de l'immobilier
Vitri — Université de Helsinki
Viviane Hamon Conseil
WACCA — Alliance de l'Afrique de l'Ouest pour les foyers de cuisson améliorés
WWF — Fonds Mondial pour la Nature

Les crédits :

Rédaction collective

Coordination GERES : Audrey Onillon

Relecture : Alain Liban

Traduction anglaise : Jean Lubbock

Conception graphique et réalisation : [LBLB] Loïc Beillet le Béhérec – contact@loicbeillet.com

Crédits photographiques : © GERES/Nicolas FRÜH ; © GERES/Alexander CROOK ; © GERES/Benjamin ROGEZ ;
© GERES/Sophie NEGRIER ; © GERES/Qudratullah ; © GERES/France 4 ; © GERES/Amine GAROUJ ; © GERES/Pierre THIRIET

Publié en juillet 2015

Impression : Magenta Numérique, papier certifié PEFC.

Ce document a été éco-conçu conformément à la charte environnementale du GERES afin de minimiser ses impacts négatifs sur l'environnement.



Des défis majeurs,
des transitions en marche.

Soutenez le GERES



Groupe Énergies Renouvelables, Environnement et Solidarités

2 cours Foch – 13400 Aubagne – France

Tél. : +33 4 42 18 55 88

Fax : +33 4 42 03 01 56

contact@geres.eu

www.geres.eu